



Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES

Organismes de gestion de l'Enseignement catholique

11 Rue Général Saussier
10 000 TROYES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024



Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES
Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGEc)
11 Rue Général Saussier
10 000 TROYES

A l'assemblée générale d'approbation des comptes clos le **31 août 2024**,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association **COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES (OGEc)** relatifs à l'exercice clos le **31 août 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} septembre 2023** à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration ce jour en amont de votre assemblée générale.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris,

le 15 novembre 2024

W AUDIT & ADVISORY

Société de Commissariat aux comptes

Représentée par Aurélien Wegmuller

Commissaire aux comptes



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association Cours Saint François de Sales

Actif			Au 31/08/2024			Au 31/08/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	5 328	5 328		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	27 543	26 699	843	3 686
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes					
	TOTAL		32 872	32 028	843	3 686
	Immobilisations corporelles	Terrains	139 455	139 455		
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	6 991 151	5 792 897	1 198 254	1 106 225
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		7 130 607	5 932 353	1 198 254	1 106 225	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	762		762	762	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	4 854		4 854	608	
	TOTAL		5 616		5 616	1 370
Total I			7 169 096	5 964 382	1 204 714	1 111 282
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 278		1 278	1 578
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	888 637	671 330	217 307	172 703
		TOTAL		889 915	671 330	218 585
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		2 922 180		2 922 180	3 013 823	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		19 171		19 171	23 797	
Total II			3 831 268	671 330	3 159 938	3 211 903
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			11 000 364	6 635 712	4 364 652	4 323 185
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Association Cours Saint François de Sales

Passif		Au 31/08/2024	Au 31/08/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 143 649	1 143 649
	Fonds propres complémentaires	270 560	270 560
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 897 256	1 897 256
	Report à nouveau	-26 352	543 412
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	112 860	-569 765
	Situation nette (sous-total)	3 397 973	3 285 112
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	399 345	365 514
	Provisions réglementées		
Total I		3 797 319	3 650 627
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	54 158	54 486
Total III		54 158	54 486
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	90 889	120 590
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	78	78
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 192	249 067
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	180 897	145 713
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	85 992	102 620
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		513 049	618 070
Écart de conversion Passif V		125	
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 364 652	4 323 185
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	21 681	34 182
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 920 897	1 790 612
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 022 640	943 855
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		196
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	25 039	16 650
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	58 188	66 079
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	330	490
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 048 776	2 852 066
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 536 586	1 485 923
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	56 172	59 953
	Salaires et traitements	869 845	797 470
	Charges sociales	312 277	281 633
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	246 321	213 350
	Dotations aux provisions	54 158	54 486
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	143	3 109
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 075 505	2 895 926
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-26 728	-43 860

Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	91 607	55 312
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	91 607	55 312
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 059	1 360
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	1 059	1 360
2. Résultat financier (III-IV)		90 548	53 952
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		63 819	10 092
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	68 380	104 342
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	68 380	104 342
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 974 2 120	3 163 6 627
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	4 095	681 121
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		64 285	-576 778
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		15 245	3 079
Total des produits (I + III + V)		3 208 765	3 011 721
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 095 904	3 581 487
EXCÉDENT OU DÉFICIT		112 860	-569 765
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		18 562	18 370
Total		18 562	18 370
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		18 562	18 370
Total		18 562	18 370

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/08/2024

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
4	Principes et méthodes comptables	4
4.1	Principes généraux	4
4.1.1	Changement de méthode comptable	5
4.1.2	Changements d'estimation	5
4.1.3	Corrections d'erreurs	5
4.2	Dérogations	5
4.3	Principes et méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	6
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
5.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	Error! Bookmark not defined.
5.2	Actif circulant	13
5.2.1	Précisions sur d'autres créances	14
5.2.2	Actif circulant / dépréciations	Error! Bookmark not defined.
5.2.3	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	14
5.3	Dépréciation de l'actif	Error! Bookmark not defined.
5.4	Fonds associatifs	14
5.4.1	Fonds propres sans droit de reprise (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	14
5.4.2	Le résultat de l'exercice et report à nouveau	15
5.4.3	Les fonds propres avec droit de reprise	16
5.4.4	Les subventions d'investissements	16
5.5	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	18
5.5.1	Provisions	18
5.5.2	Dettes	19
5.5.3	Précisions sur d'autres dettes	19
5.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	20
6	Compte de résultat	22
6.6.1	Produits du compte de résultat	22
6.6.2	Charges du compte de résultat	23
6.6.3	Résultat financier	23

6.6.4	Résultat exceptionnel	24
6.6.5	Contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat)	24
6.6.6	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	25
7	Informations relatives à l'effectif	26

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : établissement scolaire privé catholique – OGEC.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi : enseignement scolaire privé catholique en maternelle, primaire, collège et lycée.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini : cette activité s'est exercée dans le département.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principes et méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés:

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de

gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	5 329	-	-	-	5 329
	Autres immobilisations incorporelles Total II	27 543	-	-	-	27 543
Immobilisations corporelles	Terrains	139 456	-	-	-	139 456
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 232 210	66 335	-	-	1 298 545
	Install. générales, ag. Am. divers	4 828 673	192 495	-	-	5 021 168
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	594 762	76 677	-	-	671 439
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	6 795 100	335 507	-	-	7 130 608
Immobilisations financières	Participations	762	-	-	-	762
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	608	4 246	-	-	4 854
	Total IV	1 371	4 246	-	-	5 617
Total général		6 829 343	339 753	-	-	7 169 097

5.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			-		
Immobilisations corporelles			-		
Immobilisations financières					
TOTAL			-		

5.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					-
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					-
TOTAL					-

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	5 329	-	-	5 329
	Autres immobilisations incorporelles Total II	23 857	2 843	-	26 700
Amortissements corporelles	Terrains	139 456	-	-	139 456
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	944 058	62 994	-	1 007 052
	Install. générales, ag. Am. divers	4 082 241	151 855	-	4 234 096
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	523 120	28 630	-	551 750
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		5 688 875	243 479	-	5 932 353
Total général		5 718 061	246 321	-	5 964 382

5.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		2 843		
Immobilisations corporelles		243 479		
TOTAL		246 321		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	2 843		
Immobilisations corporelles	243 479		
TOTAL	246 321		

5.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			-
Immobilisations corporelles			
TOTAL			-

5.1.2.3 Modalités d'amortissement

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

L'association du Cours Saint François de Sales a décomposé ses immobilisations en optant pour la méthode rétrospective avec impact sur les capitaux propres. Elle a opté pour huit composants :

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Structure	Linéaire	2%	68110000		
Menuiseries extérieurs	Linéaire	4.67%	68110000		
Chauffage	Linéaire	8%	68110000		
Etanchéité	Linéaire	8%	68110000		
Ravalement	Linéaire	6.67%	68110000		
Electricité	Linéaire	4.67%	68110000		
Plomberie	Linéaire	6%	68110000		
Ascenseurs	Linéaire	8%	68110000		
Toitures	Linéaire	6%	68110000		

5.2 Actif circulant

5.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les autres créances s'élèvent à K€ 217 et sont composées de :

- SCI Alliance créance de K€.671 dépréciée à 100%
- Produits à recevoir de K€.215
- Fournisseurs K€.1

Une provision pour dépréciation de la créance envers la SCI Alliance a été comptabilisée pour K€.671 compte tenu de l'absence de perspective de recouvrement.

5.2.2 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

5.2.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont de K€.19 et concerne des charges d'exploitation.

5.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

5.3.1 Fonds propres sans droit de reprise (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds propres statutaires (1)	1 143 649			1 143 649
Fonds propres complémentaires	270 560			270 560
Réserves (2)	1 897 256			1 897 256

(1) Préciser, le cas échéant, que la ou les subventions sont maintenues au passif car affectées à des biens renouvelables par l'association, les legs et donations avec contreparties d'actifs immobilisés ; le cas échéant rappeler le montant correspondant à la valeur du patrimoine intégré à l'actif lors de la première comptabilisation des immobilisations correspondantes, les autres apports sans droit de reprise.

(2) Dont réserve pour projet associatif : néant

5.3.2 Le résultat de l'exercice et report à nouveau

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Report à nouveau	543 412	-569 765		- 26 353
Excédent ou déficit de l'exercice	-569 765	121 738	-569 765	121 738

5.3.3 Les fonds propres avec droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	365 514	98 213	64 381	399 346
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...). Cet apport est enregistré en fonds associatifs.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).

5.3.4 Les subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de

l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Subventions d'investissement	365 514	98 213	64 381	399 346

5.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

5.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	54 486	45 282	54 486	45 282
TOTAL	54 486	45 282	54 486	45 282

5.4.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	45 282		45 282
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3.4%,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

— Publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de **51.87 %**

La méthode retenue pour la comptabilisation des écarts actuariels est la suivante

— Comptabilisation en résultat à 100% dans l'exercice des changements à l'origine d'écart (s) actuariel (s) ;

5.4.2 Dettes

5.4.2.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à K€.91

5.4.3 Précisions sur d'autres dettes

5.4.3.1 Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance à la clôture

5.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 278	1 278	
	Autres	217 308	217 308	
Charges constatées d'avance		19 172	23 798	
TOTAL		237 758	237 758	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	90 889	29.997	60 892	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		78	78		
Fournisseurs et comptes rattachés		155 193	155 193		
Dettes fiscales et sociales		180 898	180 898		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		85 992	85 992		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		513 050	452 158	60 892	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	29 702
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

6 Compte de résultat

6.6.1 Produits du compte de résultat

6.6.1.1 Ventes de biens et services

Les ventes de biens s'élèvent à K€.21 et les ventes de prestations de services à K€.1 921

6.6.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Libellés	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subventions d'exploitation		412 127	610 513		

6.6.1.3 Les dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend notamment

Les produits reçus des ventes de dons en nature soit 0€. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature

6.6.1.4 Les contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Les contributions financières s'élèvent à K€.17.

6.6.1.5 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

- Sur provisions créances : K€.0.1
- Sur provision IDR : K€.9.2
- Transfert de charges : K€.3.4

6.6.2 Charges du compte de résultat

6.6.2.1 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à K€.1 536

6.6.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à K€.90 composés principalement des produits financiers.

6.6.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à K€64 composé principalement de la quote-part de subventions rapportée au résultat pour K€.64, de produits exceptionnels divers pour K€.4 et de diverses charges exceptionnelles pour K€.4

6.6.5 Contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivante :

- Nature de ces contributions (utilisées pour les besoins de l'activité, stockées, vendues) :
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier :
- Méthodes de valorisation.

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
BENEVOLAT	SMIC	18 562
Offerte :		
TOTAL		18 562

6.6.6 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 880	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	5 880	

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	17	
Agents de maîtrise et Techniciens	2	
Employés	19	
Ouvriers		
TOTAL	38	